

L'ORGANISATION PÉNALE FÉDÉRALE AUX ÉTATS-UNIS

THÈSE pour le DOCTORAT

Ès-Sciences Politiques et Économiques

Présentée et soutenue le 13 Juillet 1922, à 4 heures

par

PAULINE SALZÉDO-MENDELSSOHN

Président : M. GARÇON, Professeur

Suffragants : } *MM. ROLLAND, Professeur*
GIDEL, Professeur

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. Pichon et Durand-Auzias, Administrateurs

LIBRAIRIE DU CONSEIL D'ÉTAT ET DE LA SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE

20. Rue Soufflot, 5 arr.

— 1922 —

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'Organisation Pénale Fédérale
aux États-Unis.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS.

L'ORGANISATION PÉNALE FÉDÉRALE AUX ÉTATS-UNIS

THÈSE pour le DOCTORAT

Ès-Sciences Politiques et Économiques

Présentée et soutenue le 13 Juillet 1922, à 4 heures

par

PAULINE SALZÉDO-MENDELSSOHN

Président : M. GARÇON, Professeur

Suffragants : { MM. ROLLAND, Professeur
GIDEL, Professeur

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies
F. Pichon et Durand-Auzias, Administrateurs

LIBRAIRIE DU CONSEIL D'ÉTAT ET DE LA SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE
20. Rue Soufflot, 5 arr.

— 1922 —



INTRODUCTION

Lorsqu'on examine d'un peu près la législation des Etats-Unis d'Amérique, la question qui se pose immédiatement à l'esprit d'un Européen, pour lequel la façon dont fonctionne cette vaste fédération est, en général, assez mystérieuse, est celle de savoir comment se concilie l'autorité fédérale et l'autorité de chaque Etat particulier. Quels sont les pouvoirs de chacune de ces autorités ? Quels rapports y a-t-il entre elles ? Comment peut-il coexister dans un même pays deux souverainetés alors surtout qu'elles peuvent parfois être en conflit ? Ce sont là des questions peu étudiées en France, et qui attirent de plus en plus notre attention surtout depuis que la guerre nous a fait découvrir l'Amérique !

Il est certain que lorsque la législation d'un Etat est en conflit avec la législation fédérale, cette dernière l'emporte.

Cela s'explique — nous dit l'éminent chief-justice Marshall — parce que le gouvernement des Etats-Unis procède directement du peuple, il est établi et maintenu (« ordained and established ») au nom de celui-ci, dans des buts définis, indiqués dans le préambule de la Constitution, et la soumission des Etats au pouvoir souverain du peuple résulte de leur adhésion à la convention de 1787 qui forme la Constitution, et du fait qu'ils l'ont soumise à l'assentiment du peuple.

Le peuple était parfaitement libre de l'accepter ou non, et sa décision était souveraine, elle n'avait point à être confirmée par les gouvernements des Etats et ne pouvait être contestée par eux : une fois adoptée, la Constitution est devenue obligatoire et a lié la souveraineté des Etats.

Cette suprématie, on le conçoit aisément, résulte de la nature même du gouvernement fédéral, si elle n'existait pas, ce gouvernement ne saurait se concevoir. Il est, en effet, nécessairement supérieur aux gouvernements des Etats qu'en un sens il domine, bien que ceux-ci conservent leur indépendance. Sur un certain nombre de points, dans leur intérêt même, il a bien fallu que chaque Etat admette cette suprématie ; le peuple américain tout entier ne l'a-t-il pas voulu expressément en déclarant que la Constitution, les lois postérieures des Etats-Unis qui seraient faites conformément à cette Constitution, ainsi que tous les traités conclus « sous son autorité » seraient *la loi suprême* du pays, et en exigeant, d'autre part, que les fonctionnaires de l'ordre exécutif, législatif, judiciaire et administratif, prêtent serment de fidélité envers elle ?

Alors que le gouvernement de chaque Etat ne s'occupe que des intérêts de ses ressortissants, et ne légifère que dans l'étendue de son territoire, le gouvernement fédéral, au contraire, considère l'intérêt de tous les Etats qui forment la Fédération, sans qu'aucun d'eux ait plus de droit qu'un autre : « C'est le Gouvernement de tous, il tient ses pouvoirs de tous, il représente tout le monde, et agit pour tous. Bien qu'un Etat puisse vouloir contrô-

ler ses opérations, aucun Etat ne peut permettre à un **autre ce contrôle.** »

Mais si le Gouvernement fédéral est ainsi au-dessus de celui de chaque Etat, si la Constitution est *la loi suprême*, cela ne veut pas dire que chaque Etat n'ait aucun pouvoir et ne puisse légiférer. Le pouvoir législatif accordé à chaque Etat par la Constitution est, en effet, une reconnaissance immédiate d'une portion de souveraineté subsistant en faveur de chaque Etat, en même temps qu'un moyen d'assurer le respect de cette souveraineté. Et alors se pose tout naturellement à l'esprit cette double question : Y a-t-il donc deux souverainetés aux Etats-Unis ? Ne peut-il pas y avoir conflit entre la **souveraineté nationale et celle de chaque Etat ?**

On conçoit que ce conflit serait inévitable si la souveraineté d'un Etat, et celle de la Fédération devaient se rencontrer, en d'autres termes, si elles pouvaient s'appliquer, aux mêmes matières et si, au cas où cette éventualité se produisait, l'une ne devait pas céder devant l'autre.

D'après les auteurs américains, la distinction est nette : La souveraineté d'un Etat s'étend à « tout ce qui existe par son autorité ou est introduit par sa permission », c'est-à-dire à toutes les matières sur lesquelles il avait le droit de légiférer, mais ne s'étend pas aux mesures prises par le Congrès par application des pouvoirs qui lui ont été conférés par le peuple des Etats-Unis. Ces pouvoirs, nous le répétons, ne sont pas conférés par le peuple d'un seul Etat, mais par tout le peuple des Etats-Unis à un gouvernement dont les lois, faites

par application de la Constitution, sont déclarées être « suprêmes ». Par conséquent, le peuple d'un seul Etat ne peut conférer une souveraineté qu'il n'a pas. Le peuple souverain d'Amérique a déclaré la Constitution des Etats-Unis « la loi suprême du pays » reléguant ainsi expressément les Constitutions et les lois particulières des Etats à un rang secondaire, c'est-à-dire à une position inférieure au cas de conflit avec la « loi suprême ».

Toutefois, la question est beaucoup moins simple qu'il ne peut le sembler tout d'abord. C'est qu'en effet, beaucoup de matières pour lesquelles le législateur doit intervenir, intéressent à la fois un Etat, en tant qu'organisme indépendant, vivant d'une vie propre pour le maintien et la garantie de laquelle, il est obligé de prendre certaines mesures, et intéresse aussi chaque Etat, en tant que partie d'un tout, d'un organisme plus complexe dont chaque membre ne saurait être indépendant.

Aussi sur bien des points, arrive-t-il que chacun de leur côté, le gouvernement de l'Etat et le gouvernement fédéral interviennent, soit en légiférant, soit en attribuant compétence à leurs tribunaux.

Parmi toutes les difficultés qui peuvent alors se présenter on comprend aisément que l'une des plus intéressantes, soit celle du conflit des lois pénales, — et nous ne pensons pas, en disant cela, devoir être traitée... d'orfèvre, mais nous estimons que c'est en matière de législation pénale plus qu'en toute autre, que la souveraineté d'un Etat peut le mieux s'affirmer et doit le moins aisément s'incliner devant une autre.

Pour mieux nous rendre compte de ces difficultés, il

faut d'abord nous demander s'il y a une organisation judiciaire fédérale et une compétence fédérale particulière. La réponse ne saurait faire de doute, car il va de soi que la législation fédérale et celle de chaque Etat étant en principe, indépendantes, il a fallu pour appliquer l'une et l'autre, qu'il y ait des tribunaux spéciaux à l'une comme à l'autre. Lorsqu'il s'agit d'appliquer la loi fédérale, on va, en principe, devant une cour fédérale, lorsque c'est la loi d'un Etat qu'on invoque, on a recours aux tribunaux de celui-ci.

Nous ne nous occuperons pas dans cet ouvrage, de ce qui a trait particulièrement aux Etats. Toutefois, il nous faut le remarquer dès maintenant, beaucoup de points que nous examinerons sont communs aux institutions des Etats et à celles de la Fédération, telle, par exemple, l'institution du jury.

Ce n'est qu'après avoir dégagé dans notre première partie les grandes lignes de l'organisation judiciaire fédérale, que nous aborderons l'étude plus délicate de la compétence fédérale et du conflit qui peut s'élever entre la souveraineté fédérale et celle d'un Etat.

I^{re} PARTIE

**L'ORGANISATION JUDICIAIRE
ET LA PROCÉDURE FÉDÉRALE**

SECTION I

L'Organisation Judiciaire Fédérale.

CHAPITRE I

LES DIFFERENTS TRIBUNAUX FEDERAUX

Si l'on en croit de Tocqueville (*La démocratie en Amérique*, p. 163), ce qu'un étranger comprend avec le plus de peine, aux Etats-Unis, c'est l'organisation judiciaire. Cela s'explique peut-être par le fait qu'il n'y a pas de ligne de démarcation précise et bien tranchée entre la juridiction des Cours fédérales et celles des Cours d'Etat.

En principe, il y a bien des tribunaux fédéraux spéciaux, mais en fait, nous le verrons, la distinction est moins nette : les tribunaux d'Etat connaissent des affaires fédérales, et les tribunaux fédéraux appliquent la loi des Etats.

Quoi qu'il en soit, nous devons d'abord nous en tenir au principe et, puisqu'ils existent, indiquer quels sont

les différents tribunaux fédéraux, et en étudier le fonctionnement.

D'après l'article III de la Constitution des Etats-Unis :
« Le pouvoir judiciaire des Etats-Unis est dévolu à une Cour Suprême et à telles cours inférieures dont le Congrès pourra, au fur et à mesure, des besoins, ordonner l'établissement. »

Ces cours inférieures sont composées des Cours de District et de Circuit, des Cours d'Appel de Circuit, et de la Cour des Revendications. Elles sont sous le contrôle de la Cour Suprême, celle-ci étant non seulement la plus importante, mais aussi la plus ancienne, c'est elle que nous étudierons d'abord.

§ 1. — La Cour Suprême.

Ainsi que nous venons de le voir, la Cour Suprême a été créée directement par la Constitution.

Elle se compose de neuf magistrats, mais siège valablement lorsque six d'entre eux seulement sont présents. Dans ce cas, lorsqu'une affaire importante vient devant la Cour, celle-ci peut, soit d'office, soit sur la demande des avocats, renvoyer l'affaire à une date où le tribunal sera au complet (*a full Bench*), c'est-à-dire, où seront présents le président (*chief justice*) et les huit juges (*associate justices*).

Les juges de la Cour Suprême sont nommés par le Président, et leur nomination est ratifiée par le Sénat. Ils restent en fonctions suivant l'expression anglaise « *during good behaviour* », c'est-à-dire tant qu'ils n'ont

pas démerité, et comme ils ne peuvent être destitués que par un *bill d'impeachment* rendu par le Sénat réuni en Haute Cour de Justice, sur une mise en accusation émanant de la Chambre des Représentants et statuant à la majorité des deux tiers des votants, on peut dire qu'ils sont inamovibles.

La Cour siège à Washington, depuis le second lundi d'octobre jusqu'au mois de juillet de l'année suivante: elle siège au Capitole, dans une chambre unique, de dimensions modestes, très simplement décorée, et qui est l'ancienne salle du Sénat.

Les juges contrairement à l'usage des tribunaux américains, sont en robe noire.

La Cour, d'après son règlement, ne peut retenir que cinq causes par jour, beaucoup d'affaires, d'ailleurs, sont plaidées sur mémoire sans aucun *oral argument*. Même lorsqu'elle est plaidée oralement, une affaire ne peut durer plus de deux heures; en fait elles atteignent rarement cette limite, les plaidoiries étant toujours très succinctes.

Après l'audience, les magistrats se retirent dans leur Chambre du Conseil (*conference room*, et émettent leur avis, d'une façon sommaire, sur les affaires entendues à l'audience.

L'opinion de la majorité une fois dégagée, le *chief justice* attribue à l'un des juges formant cette majorité, ou retient personnellement la tâche de préparer l'arrêt. Celui-ci rédigé après un examen approfondi par le magistrat qui en est chargé, est encore discuté par tous les juges avant de devenir l'arrêt de la Cour. Lorsque l'ar-

rêt est définitivement rédigé, chaque magistrat le signe. Le juge chargé de le préparer en fait la lecture à l'audience et ceux qui sont d'un avis contraire le font connaître publiquement. Le jugement est ensuite déposé au greffe pour être publié *in extenso* par le *Reporter* officiel de la Cour dans les volumes de la collection de la Jurisprudence de la Cour Suprême. Il y est, en général, précédé d'un exposé des faits et accompagné de références des décisions antérieures, mais n'est pas critiqué comme le sont dans nos recueils les arrêts de la Cour de Cassation.

§ 2. — Les Cours Fédérales de Circuit.

Ces cours ont été créées par le Congrès en vertu des pouvoirs que lui confère l'article III de la Constitution.

Le territoire des Etats-Unis est divisé en neuf circuits, ceux de Boston, New-York, Philadelphie, Richmond, Nouvelle-Orléans, Cincinnati, Chicago, Saint-Louis, San-Francisco.

A l'origine, il n'y avait pas de juges spéciaux pour les cours de circuit. Elles se composaient d'un juge ambulant de la Cour Suprême et d'un *District judge*, siégeant ensemble ou séparément. Avec l'encombrement des affaires devant la Cour Suprême, les premiers se virent peu à peu dans l'impossibilité de faire leur tournée annuelle. C'est pourquoi en 1869, le Congrès créa des juges spéciaux pour les Cours de Circuit à raison de un par circuit. Ce nombre fut peu à peu augmenté et, actuellement, il est de vingt-neuf par circuit, répartis sui-

vant l'importance des Cours. Les *Circuit judges* se font assister par le *District judge* auquel même ils laissent, en général, les affaires criminelles, gardant pour eux les affaires civiles les plus importantes.

Il suffit de la présence d'un seul juge pour que la Cour de Circuit siège valablement.

§ 3. — Les Cours Fédérales de District.

Ce sont les Cours Fédérales inférieures. Il y en a soixante-quinze réparties selon les besoins de la population ou l'étendue des territoires, entre les différents Etats. Alors, par exemple, que vingt-deux Etats ne constituent qu'un seul district, les autres en possèdent deux ou trois, et l'Etat de New-York en compte quatre.

La Cour de chaque district est composée par un seul magistrat, le *District judge*. Quelquefois même les districts les moins peuplés d'un même Etat, sont réunis à raison de deux districts pour un juge, ou de trois districts pour deux juges, ce qui réduit le nombre des districts judges à 69.

Le District judge est ambulant, il parcourt le district et doit se rendre au moins une fois par an dans chacune des subdivisions (comtés) du district.

Bien que la Constitution ne se soit pas exprimée sur ce point, les membres des Cours de District sont nommés comme ceux de la Cour Suprême.

§ 4. — Les Cours d'Appel de Circuit.

Ces Cours ont été créées en 1891 pour essayer de re- 2

médier aux inconvénients résultant de l'encombrement du rôle de la Cour Suprême alors seule juridiction d'appel.

Au lieu de diviser la Cour Suprême en plusieurs Chambres, ce qui aurait pu, craignait-on, compromettre l'unité de jurisprudence qui est à la base même de l'organisation judiciaire américaine, on préféra pour dégager celle-ci, créer des Cours d'Appel jugeant en dernier ressort les affaires les moins graves.

Créées par le *Judiciary Act* de 1891, les Cours d'Appel sont assez rapidement parvenues au but pour lequel elles avaient été instituées et ont graduellement désencombré le rôle de la Cour Suprême.

Ces Cours d'Appel sont établies dans chaque circuit et sont composées de trois juges. La présence de deux juges au moins est nécessaire pour qu'un arrêt soit valablement rendu.

Les juges des Cours d'Appel de circuit ne sont pas des juges spéciaux : ce sont les président et juges de la Cour Suprême, les juges de circuit et les juges de district qui siègent à la Cour d'Appel.

Comme, d'autre part, aucun juge de circuit ou de district ne peut, bien entendu, siéger en appel dans une affaire dont il a déjà connu en premier ressort, il arrive que souvent les Cours d'Appel ne comprennent en fait que des *District judges* qui connaissent ainsi en dernier ressort d'une affaire jugée par un *Circuit judge* qui, hiérarchiquement, leur est supérieur !

Il faut d'ailleurs reconnaître que les inconvénients de cette organisation sont atténués par ce fait que les Cours

d'Appel se réfèrent toujours et servilement, a-t-on pu dire, à la jurisprudence de la Cour Suprême.

Enfin, la *Cour des Réclamations* (*Court of Claims*) que nous ne citons que pour mémoire, car elle ne peut guère être compétente en matière pénale, juge les réclamations des particuliers contre le gouvernement fédéral. Elle se compose de cinq juges, des décisions desquels on peut interjeter appel devant la Cour Suprême.

CHAPITRE II

ROLE DES TRIBUNAUX D'ETAT DANS L'ORGANISATION FÉDÉRALE

A côté de ces différentes Cours Fédérales, il faut également, nous l'avons déjà dit, tenir compte des *Cours des Etats*.

Dans l'état actuel des choses, en effet, un grand nombre de cas, qui pourraient ressortir de la magistrature fédérale sont entièrement abandonnés aux Cours d'Etat, et dans certains autres, ces Cours sont regardées comme compétentes, concurremment avec les Cours Fédérales, leurs décisions en matière de droit fédéral étant seules sujettes à appel ou révision, en dernier ressort, devant la Cour Suprême des Etats-Unis. Le but de la juridiction fédérale est entièrement atteint si un procès jugé en premier ressort devant une Cour d'Etat, peut être transféré à la volonté des parties, pour une décision finale devant les Cours Fédérales.

Le Congrès a, par conséquent, laissé les parties libres, sauf de rares exceptions, de porter leurs causes devant les Cours Fédérales (1).

(1) En principe ce droit doit être exercé *be fore trial*, c'est-à-dire *in limine litis*, car ce n'est pas un droit d'appel, mais un simple droit d'option. Toutefois il peut l'être en tout état de cause, tant qu'il n'y a pas eu de jugement définitif " lorsqu'une personne se voit refuser par un tribunal d'Etat la protection des droits civiques qui sont assurés par les lois accordant des droits égaux à tous les citoyens des Etats-Unis.

De sorte que, non seulement les Cours d'Etat ont leur part réservée dans la justice nationale, mais encore les lois des Etats sont appliquées par les Tribunaux fédéraux chaque fois que ces lois sont applicables aux parties qui viennent devant eux.

Et, bien que la nation elle-même, en tant que nation, n'ait pas de droit commun (*common law*), les Cours Fédérales appliquent constamment, partout où elles le jugent convenable, le droit commun des Etats, qui n'est autre que le droit commun anglais.

De cette manière, la loi appliquée par les Cours nationales se trouve être premièrement, celle prévue par la Constitution et les décisions du Congrès, et secondement, la loi telle qu'elle s'est formée dans les treize Etats primitifs, d'après les précédents anglais, ou qu'elle a été adoptée dans les Etats formés ultérieurement, c'est-à-dire plus ou moins semblable aux modèles antérieurs d'origine anglaise. La jurisprudence qui règle la procédure ainsi que la forme même des décrets de la Cour Suprême n'est autre que la Jurisprudence usitée en Angleterre, laquelle se trouve ainsi être devenue la source unique d'où découlent le droit américain aussi bien que le droit anglais.

Quant au système des cours fédérales inférieures, il reproduit essentiellement le système anglais de la justice rendue par des cours ambulantes.

Dans les causes criminelles, comme dans les affaires civiles, les Cours Fédérales, se conformant au droit coutumier anglais, de même que dans les « causes en équité » et les procès d'amirauté, elles suivent avec non

moins de régularité les règles de la jurisprudence anglaise, prise en général (1).

Cette survivance du droit anglais se manifeste surtout en matière de procédure criminelle. Nous allons voir, en effet, qu'en cette matière se sont en grande partie les règles et les formes mêmes de la procédure anglaise qui s'appliquent. Pour nous en convaincre, il nous suffira, d'ailleurs, de tracer brièvement les différentes phases d'un procès criminel en Amérique.

(1) Voir sur ce point notamment Stevens, *Sources de la Constitution des États-Unis*, p. 193 et suiv.

SECTION II

La Procédure

CHAPITRE I

PRINCIPES GENERAUX

Un premier point qu'il nous faut souligner, c'est que si les règles du droit anglais s'appliquent, en principe, aux Etats-Unis, il y a néanmoins, dans la marche du procès certaines différences dues, croyons-nous, à une façon autre d'envisager dans chacun de ces pays le rôle respectif de l'Etat et des particuliers.

Ce qui domine, semble-t-il en Amérique, c'est la crainte de voir l'Etat s'immiscer dans les affaires privées. C'est cette crainte, notamment, qui a empêché l'organisation de la police d'une façon aussi développée, aussi puissante qu'en Angleterre. Pour les Américains, c'est là un avantage; c'est justement, prétendent-ils, ce manque d'organisation d'une forte police et d'initiative de la part de l'Etat pour la découverte des crimes qui fait sentir d'autant plus à chaque citoyen le besoin impérieux d'agir par lui-même, de faire tous ses efforts pour garantir les intérêts de la sécurité publique, et concourir activement à la poursuite des crimes.

C'est, semble-t-il, comme conséquence de la même idée qu'on ne trouve pas en Amérique un Ministère public hiérarchisé et organisé comme en France.

L'accusateur public existe cependant. La loi a, en effet, établi un *attorney general* et des *attorney de district* pour la poursuite des crimes devant les juridictions fédérales.

Les attributions du premier consistent à intenter les poursuites et à les mener à bout devant la Cour Suprême, tandis que les seconds sont tenus de poursuivre, chacun dans leur district, les crimes et attentats dont le jugement entre dans la compétence des Tribunaux de l'Union.

Ces accusateurs publics, — et en particulier *l'attorney general* qui exerce aussi un rôle politique prépondérant et, en qualité de conseiller du gouvernement, influe puissamment sur la solution de toutes les questions qui touchent à la législation, — ne sauraient, disons-nous, être comparés avec le ministère public français. Ils ne cessent pas, en premier lieu, d'être membres actifs du barreau et de continuer leur carrière d'avocats.

Ce n'est, en outre, qu'autant que le grand jury a autorisé une accusation qu'ils interviennent pour la soutenir devant le jury de jugement. Ils ne prennent l'initiative de la poursuite que dans les affaires où ils sont commis d'une manière expresse à cet effet par le gouvernement.

Rien ne les empêche cependant d'être présents lors de la procédure devant le grand jury, de poser des questions aux témoins et de les assigner devant le jury de jugement. La partie la plus importante des attributions de l'accusateur public semble être d'assister de ses conseils les particuliers qui, dans l'exercice de la poursuite,

s'adressent à lui, à rédiger notamment la dénonciation qu'il faut faire au magistrat.

Une autre partie de ses fonctions, nous le verrons, se réfère à l'*indictment* du grand jury.

CHAPITRE II

L'INFORMATION PRÉPARATOIRE

Lorsqu'un crime a été commis, toute personne peut rechercher l'auteur et le dénoncer au juge. Elle peut même au cas de flagrant délit arrêter le coupable et le conduire directement devant le magistrat.

C'est donc sur les particuliers que retombe la plus grande partie des travaux de l'information préparatoire. Pour se porter accusateur, en effet, il faut qu'ils recueillent les preuves, qu'ils les réunissent, qu'ils préparent les éléments de conviction qui seront invoqués, pour établir le bien-fondé de leurs allégations. D'ailleurs, au moment que les faits sur lesquels ils s'appuient présentent quelque apparence de vérité, il faut reconnaître que ces personnes sont secondées dans leurs recherches par les officiers de police.

Néanmoins, il demeure que ce sont les particuliers qui font l'effort nécessaire à la découverte des criminels, et il est certain que leur connaissance spéciale des lieux, des personnes et des choses de l'endroit les met souvent mieux à même que les officiers de police de diriger d'une manière sûre les recherches.

En pratique d'ailleurs, on sait que des individus ont fait une profession de ces recherches dans lesquelles ils se sont spécialisés, et c'est à eux, à ces détectives privés qu'ont recours, en général, ceux qui veulent rechercher

l'auteur d'un crime ou d'un délit. Quelques-uns sont d'ailleurs d'une habileté remarquable, sans être, cependant, ces personnages quasi-infaillibles qu'ont illustrés maints romans policiers, ils arrivent très rapidement à découvrir les crimes et les criminels.

L'attorney lui-même — et plus spécialement l'attorney de district — est obligé, sinon de rechercher personnellement les délinquants mais de recourir pour cette recherche « à des détectives qu'il loue à une agence privée et qu'il emploie sous sa responsabilité personnelle. Leur rémunération est portée au compte général des frais de justice pour la circonscription. Dans les régions immenses et presque désertes du Far-West l'absence de police, la distance, le défaut de communication, pour ne rien dire encore des dispositions indulgentes de l'opinion publique, sont les pires adversaires du District Attorney. Le meilleur moyen de capturer les criminels fugitifs, est de faire mettre leur tête à prix par le gouvernement de l'Etat.

Dans ce cas, d'intrépides cow-boys se mettent à la poursuite du délinquant, parviennent quelquefois à l'arrêter au péril de leur vie, puis entrent en négociations avec le gouvernement dans le but de renforcer la prime promise.

S'ils n'y réussissent pas, il arrive qu'ils relâchent leur prisonnier, et l'affaire est classée » (1).

Pour mettre l'appareil judiciaire en branle, il faut que les particuliers qui entendent faire punir le crime

(1) Nerinx *l'Organisation Judiciaire aux États-Unis*, p. 327.

et qui ont procédé aux recherches initiales, ou bien l'agent de police qui a effectué l'arrestation, remplissent, avant tout, la formalité indispensable de la présentation au tribunal d'une plainte qu'ils affirment sous serment (*complaint*).

L'inculpé est alors amené devant un juge de paix siégeant en qualité de *Committing Magistrate* qui peut ou bien confirmer l'arrestation, ou bien relâcher l'inculpé sous caution, en le renvoyant dans les deux cas devant le *grand jury d'accusation*.

Le détenu, bien entendu, jouit du droit d'appel garanti par l'*Act of Habeas Corpus* et qui est un des droits fondamentaux prévus par la Constitution américaine. S'il l'exerce, un magistrat du tribunal de première instance de la circonscription statue sur sa demande de mise en liberté.

Le juge de paix peut aussi refuser de renvoyer l'inculpé devant le grand jury. Mais il ne faudrait point croire que ce fût là une décision analogue à notre ordonnance de non-lieu à la suite de laquelle l'inculpé est libre ; le droit américain, au contraire, ne s'oppose pas à ce que malgré cette décision la police maintienne détenu celui en faveur de qui elle a été rendue et « le traîne devant un autre juge de paix faisant ainsi le tour des *Magistrates* de la ville ou du comté jusqu'à ce qu'elle en ait trouvé un qui consente à maintenir l'arrestation ou tout au moins à prononcer le renvoi ».

Lorsque la poursuite est intentée par le *District Attorney*, il peut, au lieu de provoquer l'arrestation de l'inculpé et son examen préliminaire par un *Magistrate*,

agir également par la voie d'*information*. Dans ce cas, il se dispense de toutes formalités préalables, et dénonce l'inculpé demeuré en liberté sous caution, devant le *grand jury* à sa prochaine session.

Avant d'aller plus loin, il convient, croyons-nous, d'examiner comment fonctionne le jury américain.

CHAPITRE III

L'ORGANISATION DU JURY AMERICAIN

On sait qu'une des règles fondamentales du droit anglais est que nul ne peut être traduit en justice à raison d'un fait criminel s'il n'est au préalable régulièrement « accusé » par un jury composé de douze membres au moins.

Cette garantie est établie d'une façon formelle par la Constitution américaine qui déclare que « nul ne sera tenu de répondre d'un crime capital ou infamant sans un *presentment* ou *indictment* d'un grand jury.

De l'origine historique du jury, — que nous n'avons pas à retracer ici, car cette institution a été importée en Amérique telle qu'elle fonctionnait en Angleterre où elle existait depuis plusieurs siècles et il nous faudrait alors faire l'historique du jury anglais (1), — de cette organisation, cependant, est restée l'idée que le jury est surtout institué pour garantir l'intérêt public et le maintien de la paix, qu'il doit être « l'organe vigilant de l'opinion publique », c'est-à-dire, en quelque sorte, un représentant des habitants du comté et que, par suite, il a, jusqu'à un certain point, un caractère politique.

C'est pourquoi les jurés doivent non seulement exami-

(1) Voir notamment sur ce point de Franqueville, *Le système judiciaire de la Grande Bretagne*.

ner les accusations, mais encore ils doivent s'enquérir de l'état et de l'administration des prisons publiques, rechercher les manquements graves de tous les fonctionnaires du comté. Ils ont, en outre, le droit de visiter les prisons, et de se faire représenter les actes publics passés dans le comté. Cela explique en partie le grand rôle que joue la politique dans la constitution du jury.

Le grand jury d'accusation se compose de vingt-trois jurés choisis sur une liste ou *panel* dressée par le *marshal* d'après la liste électorale ou le rôle des contribuables. Ce doivent être des « hommes honorables » et n'ayant aucune incapacité légale, mais, en fait, il n'en est pas toujours ainsi étant données les nombreuses dispenses légales et les récusations qui aboutissent à recruter le jury parmi les personnes les moins capables d'apprécier clairement et impartialement les faits qui leur sont soumis. Ces inconvénients sont fortement mis en lumière dans l'excellent ouvrage de M. Nerincx, nous croyons donc utile de reproduire les lignes qu'ils consacrent à cette question (1).

En ce qui concerne les dispenses légales, comme il n'y a pas de règle à cet égard, on ne peut, dit-il, procéder que par énumération; « sont exemptés du jury les ecclésiastiques et tous les ministres d'un culte quelconque, les médecins, chirurgiens-dentistes, pharmaciens, les hommes de loi, les professeurs attachés à une institution d'enseignement, les journalistes, les fonctionnaires des Etats-Unis, des Etats, des comtés et des villes lorsqu'ils

(1) Nerincx, Op. Cit., p. 282 et suiv.

sont retenus par leurs fonctions, les consuls, les marins, les pilotes, les employés des chemins de fer, télégraphes et téléphones en service actif, les membres actifs, membres honoraires et anciens membres des compagnies volontaires de milice et de pompiers, les banquiers, les employés et ouvriers des usines métallurgiques, un meunier par moulin et un passeur d'eau par bac, les infirmes, les malades et toutes les autres personnes que les lois particulières peuvent dispenser du jury.

« Sont exclus du jury : les illettrés et ceux qui ont subi une condamnation ou qui ne jouissent pas d'une bonne réputation. On voit par là combien nombreuses sont les catégories de personnes que la loi affranchit du service du jury, dans la pensée de ne pas entraver les services publics ou les affaires les plus importantes. Mais ce n'est pas tout, bon nombre de commerçants, très indifférents à la politique, négligent de se faire inscrire sur les listes électorales, dans le seul but d'échapper aux corvées du jury. Une foule de gens de la bonne société se font recevoir membres d'honneur d'une compagnie de milice ou de pompiers dans le même but. La compagnie y gagne, car les membres honoraires sont aussi de généreux donateurs. En somme, il reste bien peu de gentlemen pour figurer sur les listes du jury.

« Par contre, les exclusions sont aussi peu respectées que les exemptions sont généralisées. Au témoignage d'un juge du Massachusetts, parlant du système employé dans tous les Etats : « Tout dépend de la manière dont on applique la loi, et du moment que l'on entend la condition *of a fair moral character* avec autant de

laxisme qu'on en apporte dans les naturalisations, elle n'offre plus qu'une mince garantie. »

« Voici donc les listes générales de recrutement composées déjà de manière à ne pas appeler au jury un grand nombre de ceux qui pourraient le mieux en remplir les fonctions : les citoyens les plus indépendants et les plus honnêtes. D'autre part, on admet sans contrôle sévère ceux qui ne devraient y figurer à aucun prix.

« Mais il y a pis encore. Quand arrive le moment des convocations pour le recrutement du *panel* particulier de chaque session ou de chaque terme de judicature, la politique et le dollar entrent en jeu. Dans certains Etats, pour éviter que la politique ne domine dans la confection des listes par un seul fonctionnaire, les lois ont confié cette opération à un comité, quelquefois présidé par un juge, en disposant que le *board* serait choisi pour moitié dans chacun des deux grands partis politiques, et que les deux moitiés adversaires feraient les désignations alternativement. On pouvait prévoir le résultat : les deux moitiés s'inspirent vigoureusement de l'esprit de parti pour choisir le plus possible de politiciens de part et d'autre.

« La liste de cession dressée, le *sheriff* ou le greffier doivent convoquer les citoyens désignés pour le jour de l'ouverture de la session. Seulement, la loi ne règle pas la forme de ces convocations, et rien n'est plus facile, encore une fois, que de se faire exempter. L'influence politique ou l'argent suffisent pour persuader au *sheriff* qu'il lui a été impossible de rencontrer tel ou tel pour l'avertir. Le juge ne lui en demandera d'ailleurs aucune 3

preuve à l'audience. Dans l'organisation fédérale, il y a sur ce point une amélioration sensible depuis que le recrutement des jurés fédéraux se fait par tirage au sort, et la convocation par lettre recommandée de la poste. A l'ouverture de la session, chacun des juges procède, dans son tribunal particulier, à la formation d'un grand jury au nombre qu'il estime nécessaire pour les besoins du rôle ; une trentaine de noms lui suffisent dans une petite juridiction ou pour une courte session de province ; dans les grandes villes, les juges prennent les jurés par quarante à soixante ou tel nombre plus élevé qu'ils croient opportun de réserver. Ceux qui ont répondu aux convocations sont choisis par tirage au sort, puis interrogés machinalement par le greffier auprès de qui ils font valoir leurs excuses. On devine la scène.

« La plupart cherchent à échapper à la corvée. Il n'y a guère moyen de tromper le juge sur la question d'âge. 21 ans. Mais il en va autrement pour le « savoir lire et écrire. » J'entendis plusieurs fois des individus qui parlaient parfaitement l'anglais, prétendre qu'ils ne savaient point le lire. Notez que c'étaient des commerçants. Et je me rappelle avoir assisté au colloque suivant : Le juge : « Alors, vous dites que vous ne savez pas lire l'anglais ? » — Le juré : « Non, Votre Honneur, je suis Allemand. » — Le juge : « Mais pourtant, vous dirigez personnellement votre commerce. » — Le juré : « Oui, Votre Honneur, mais c'est ma femme qui fait ma correspondance. » — Le juge : « Eh bien, tenez, lisez-moi ce passage de ce journal ? » Le juré lit très facilement en anglais avec un très fort accent allemand. Le

juge : « Vous voyez ! » — Le juré : « Certes, Votre Honneur, je sais lire cela, mais je ne comprends pas les mots que je lis. »

« Un autre invoquait qu'il n'avait jamais été naturalisé sujet américain. Le juge : « Pourtant, vous êtes inscrit sur les listes électorales. » — Le juré : « Oui, Votre Honneur, mais je me suis laissé inscrire pour faire plaisir à un ami qui était candidat. » — Le juge « Et vous avez contribué à faire ce faux ? » — Le juré « Non, Votre Honneur, c'est le candidat qui a obtenu mon inscription en signant un *affidavit* qui me reconnaissait trois ans de résidence. » — Le juge : « Etait-ce vrai ? » — Le juré : « Votre Honneur, suis-je obligé de répondre à cette question ? » — Le juge : « Cela m'est égal, mais je vous retiens provisoirement. »

« Certains avouent naïvement qu'ils ne cherchent qu'une chose, échapper à la corvée. L'un d'eux expliquait au juge que c'était bien dur de lui faire abandonner son épicerie aux soins d'un garçon encore novice et il proposait que le magistrat prit le commis comme juré à la place du patron. C'est dans les grandes villes que se passent ces comédies et elles prennent souvent plusieurs audiences au début de chacune des sessions que le juge tient dans ses tournées annuelles. Les commerçants des villes trouvent qu'une faible indemnité de deux ou trois dollars n'est pas une compensation suffisante pour le temps qu'ils perdent au jury. Les magistrats le comprennent et se montrent, à notre avis, beaucoup trop indulgents dans l'admission de ces excuses.

« Le jury se recrute bien plus facilement dans les ju-

ridictions rurales, car les campagnards trouvent dans la session une occasion facile de faire un léger bénéfice, de se rendre à la ville voisine, de rompre la monotonie de la vie des champs par un intermède un peu passionnant, de voir du monde, et de connaître le dessous des cartes dans les affaires de leurs voisins, toujours beaucoup plus intéressantes dans les petites communes rurales que dans les villes où elles se perdent au milieu des flots boueux et agités de la vie.

« ... Enfin, pour composer le jury de chaque affaire civile ou criminelle, un certain nombre de jurés pris dans la liste de session sont appelés au tribunal chaque jour d'audience. Leurs noms sont tirés au sort; puis commencent les nombreuses récusations autorisées par le droit coutumier ou par les lois des Etats. Il y a deux espèces de récusations : les récusations absolues (*peremptory challenges*) et les récusations motivées (*challenges for cause*). Nous laisserons de côté la récusation en bloc de toute la liste (*challenge to the array*) du chef de partialité dans le recrutement : cette pratique très exceptionnelle tend à disparaître.

« Le droit coutumier reconnaît à l'accusé le privilège d'exercer trente-cinq récusations absolues : mais les lois écrites ont réduit ce nombre à des chiffres variables selon les Etats. En droit fédéral, l'accusé peut exercer vingt récusations dans une cause capitale, dix dans les autres, le ministère public cinq et trois respectivement : en matière civile, chaque partie peut récuser péremptoirement trois jurés.

« Les récusations motivées ne sont pas limitées quant

au nombre, mais la loi précise les motifs qu'une partie pourra invoquer et sur lesquels le juge statuera séance tenante. Ces motifs sont généraux ou particuliers.

« Les *general grounds* de récusation se résument dans l'absence des qualités requises pour faire partie du jury : l'âge de 21 ans, la nationalité, l'électorat, le cens, le « savoir lire et écrire », la résidence dans la juridiction, selon que les lois de chaque Etat en disposent.

« Les *particular grounds* se divisent en préventions supposées de droit (*implied bias*) et préventions démontrées de fait (*actual bias*). Les premières sont la parenté jusqu'au neuvième degré, l'intérêt, l'association, la participation à une procédure antérieure dans la même cause. Les secondes sont les préjugés de métier, de religion, de race, d'opinion politique, etc.

« Cela aboutit régulièrement à tant de récusations que la liste des jurés présents à l'appel est épuisée bien avant qu'un jury ne soit constitué. C'est alors qu'entre en scène le juré professionnel, le *talesman*. Le droit coutumier ordonne qu'à défaut des jurés convoqués, on prenne le jury parmi les premiers venus qui se trouvent sous la main, *tales de circumstantibus*, d'où le nom de *talesman*. Ce sont des fainéants de profession qui flânent tout le long du jour aux abords du tribunal et n'attendent que l'occasion de gagner à ne rien faire une indemnité de juré. »

CHAPITRE IV

LA PROCEDURE DEVANT LE GRAND JURY

L'Indictment

Le jury étant ainsi constitué, les jurés prêtent serment de juger impartialement, en âme et conscience, sans haine et sans crainte.

A la différence du grand jury anglais devant lequel l'accusation populaire peut s'exercer, le grand jury américain ne connaît que des accusations portées par le ministère public et jamais celles qui émanent d'un accusateur privé.

Le juge commence par donner lecture au jury des *bills of indictment* et lui explique sa mission. Les jurés se retirent ensuite dans la salle de délibération et choisissent parmi eux un chef qui prête serment devant le magistrat.

Le jury siège à huis clos. Il entend les témoins et dirige l'interrogatoire à son gré. L'expérience révèle que, n'ayant pas à craindre d'être poursuivi pour parjure à défaut de tout procès-verbal constatant leur déposition, et partant, à défaut de moyen de prouver la manière dont elle a été faite, les témoins sont, devant le grand jury, beaucoup plus enclins à ne pas dire la vérité.

Seuls les témoins à charge sont entendus, la règle

étant que la « *contre-examination* » n'est pas possible pour l'accusé ou son défenseur devant le grand jury. Sans doute, celui-ci pourrait faire appeler des témoins à décharge révélés par la procédure pour arriver à une manifestation plus complète de la vérité, mais la pratique judiciaire s'est prononcée dans un sens contraire, et il est reconnu, dans tous les cas, que le grand jury n'est jamais obligé d'entendre ces témoins.

Les jurés apprécient la valeur des témoignages qu'ils entendent : la règle est, en effet, qu'ils ne doivent considérer l'accusation comme fondée qu'autant que les preuves qui leur sont soumises leur paraissent suffisantes pour opérer la conviction du petit jury.

Si le grand jury reconnaît qu'il y a preuve suffisante, il rend un verdict d'accusation, *a true bill*, dans le cas contraire, il rend un verdict d'insuffisance de charges (*not found* ou d'*ignoramus*), dans ce cas l'accusation est censée non admise. L'unanimité n'est jamais requise, mais il faut au moins douze voix pour déclarer *a true bill*.

Le verdict du jury est prononcé en séance publique sans aucune formalité : le président remet l'*indictment* (ordonnance de renvoi) au greffier qui proclame publiquement le résultat du verdict.

Cet *indictment* a une grande importance, parce que chacune de ses imputations devra être établie par la poursuite. Il y est énoncé que l'accusé sera tenu de répondre du crime tel qu'il a été qualifié (*that he is held to answer the same*). Il faut qu'il constate un crime prévu par la loi en indiquant tous les éléments qui se trouvent

réunis, en les indiquant dans les termes mêmes de la loi.

Cette obligation n'est pas sans inconvénients ; il peut se faire, en effet, qu'une fois le procès commencé devant la Cour, l'accusé ou son défenseur, soulève une *motion to quash* basée sur une irrégularité de l'*indictment*, sur l'omission d'une *technicality* qui sans importance en fait, est cependant essentielle en droit.

Par exemple, il y a une vingtaine d'années, à la suite de nombreuses escroqueries commises à Saint-Louis, au détriment de la ville, des poursuites eurent lieu et des condamnations furent prononcées. Un appel fut intenté par l'un des condamnés en se basant sur une erreur dans les *indictments* qui, rédigés sur des feuilles imprimées ne satisfaisaient pas à une exigence de la Constitution, laquelle veut que chaque *indictment* constate que le fait incriminé est contre la paix publique. L'*indictment* portait « *peace of State* » au lieu de « *the peace of State* ». L'omission du mot « *the* » fit annuler la condamnation.

Ce n'est donc qu'après le verdict de *true bill* rendu par le jury que la poursuite proprement dite commence. En même temps, l'instruction devient publique. Nous allons en examiner les différentes phases. —

CHAPITRE V

LES DEBATS PUBLICS

Au jour fixé pour l'audience, et qui doit l'être de façon à laisser à l'accusé un temps suffisant pour préparer sa défense, s'ouvre le « *trial by jury* ».

L'accusé paraît assisté par son défenseur (1). Le greffier l'invite à déclarer s'il plaide coupable ou non, « *guilty or not guilty* ». S'il se déclare coupable, le jury n'est pas constitué et le jugement est immédiatement rendu par le tribunal.

S'il se déclare non-coupable — ou s'il refuse de répondre, — on procède à la constitution du jury de jugement. La tâche est aussi longue et aussi difficile que pour le jury d'accusation, car le droit qu'ont les jurés de s'excuser et la faculté qu'a l'accusé ou l'*attorney* de les récuser est tout aussi quasiment illimitée. Nous ne reviendrons donc pas sur ces difficultés.

Une fois le jury régulièrement constitué, chacun de ses membres est invité par le greffier à prêter serment.

Il est ensuite donné lecture de l'acte d'accusation. C'est tout de suite après cette lecture que le défenseur peut faire valoir les irrégularités ou tous autres motifs d'opposition aux débats.

(1) La Constitution garantit à l'accusé le droit d'avoir un défenseur. Le juge est tenu de l'en avertir, et s'il ne peut le choisir, on lui en donne un d'office.

Si cette opposition est rejetée, le débat s'ouvre immédiatement.

§ 4. — L'Accusation

Les débats s'ouvrent par un exposé analytique de l'affaire fait par l'avocat de l'accusation.

Cet exposé diffère profondément du réquisitoire fait par le ministère public français. Cela s'explique par l'idée qu'ont les Américains que l'accusateur doit être exactement dans la même situation que le défendeur et que, par conséquent, il doit faire la preuve de l'accusation d'une manière complète et conformément aux règles admises en matière de preuve. Il ne devra donc chercher à établir que ce qui peut être en conscience et légalement reproché à l'accusé, en ayant soin de laisser de côté ce qui ne peut être légalement prouvé.

C'est pourquoi, à la différence de son confrère français, l'accusateur américain ne cherche jamais à impressionner les jurés, en peignant sous les couleurs les plus noires le caractère de l'accusé, en relatant ses mauvais antécédents, en lui supposant les intentions les plus criminelles, car tout cela ne saurait avoir l'influence légale d'une preuve sur la conviction des jurés, ne ferait au contraire que produire une fâcheuse impression sur eux, et lui vaudrait un rappel à l'ordre de la part du juge.

Au contraire, l'accusateur en Amérique, « se borne à faire connaître clairement et de la manière la plus précise les fondements de l'accusation, sans entrer dans au-

cun raisonnement, sans chercher à disposer les jurés en faveur de l'accusation, sans discuter aucune des preuves qui doivent d'abord leur être soumises, il appelle seulement leur attention sur les points principaux qu'il veut démontrer. Il s'en tient aux règles de preuves et s'attache à convaincre les jurés qu'ils démontrera les faits en se conformant à ces règles.

L'exposé de l'accusateur, qui se sait tenu de convaincre les jurés par des preuves légales, est partout court, simple, digne, exempt de toute déclamation et de lieux communs, marqué au cachet du sens pratique de l'Américain qui rejette toute inutilité ».

C'est aussi cette nécessité de faire la preuve des faits qu'il avance, qui explique qu'assez fréquemment, on voit l'accusateur retirer l'accusation soit de son propre mouvement, soit sur l'observation qui lui est faite par le juge que la preuve produite ne pourrait servir légalement de base à une condamnation.

§ 2. — Les Témoignages

Après l'exposé, les témoins de l'accusation sont entendus. Ils prêtent d'abord serment, puis ils sont interrogés par l'accusateur. Toujours par application de la même idée, il ne peut être posé de questions aux témoins, qu'autant qu'elles ont trait directement à l'affaire et sont de nature à influencer sur sa solution, et ils ne doivent être entendus que sur les faits dont ils ont connaissance par eux-mêmes et d'une manière immédiate. De plus, pendant que le témoin fait sa déposition, aucune ques

tion ne doit lui être faite par voie de suggestion, c'est-à-dire de demande indiquant la réponse que l'interrogateur veut retenir, de sorte qu'il suffise de répondre par oui ou par non. Cependant, on admet que ce principe n'est pas absolument rigoureux et doit être appliqué par le juge en tenant compte des circonstances.

Les règles de preuve sont d'ailleurs très strictes, — semblables à celles de la *common law*.

Un témoin peut être incompétent à raison de son âge, de son état mental, ou à cause de sa parenté avec l'accusé. Spécialement la femme ne peut être témoin ni pour ni contre son mari, ou le mari contre sa femme, règle qui découle de l'idée que, dans le mariage, le mari et la femme ne font qu'un, que, d'autre part, l'ordre public est intéressé au maintien de cette union. Or une des conditions de son existence est que les époux puissent librement et sans crainte se confier l'un à l'autre. Pour ne pas limiter cette confiance, la loi établit une incapacité spéciale. Il n'y a pas d'exception, qu'au cas où le crime ou délit a été commis contre l'un des époux par son conjoint. La victime peut alors témoigner mais en qualité de victime et non d'époux.

Quant au témoignage des enfants, il n'est pas *a priori* écarté. On laisse au juge le soin de rechercher dans chaque cas particulier, si l'enfant peut être considéré comme ayant un discernement suffisant pour être admis à prêter serment et dans ce cas même, les jurés apprécient alors librement le degré de foi que méritent les déclarations de l'enfant.

Comme le droit anglais, le droit américain connaît la

cross-examination, c'est-à-dire l'interrogatoire du témoin par la partie qui ne l'a pas cité. Cette *cross-examination* est plus libre que l'*examination* proprement dite. Par exemple, il est permis de poser des questions par voie de suggestion, car on suppose que le témoin ne sera pas influencé par l'avocat de la partie adverse.

Les témoins entendus, le ministère public, plaide en résumant les témoignages et en faisant ressortir les éléments de preuves qui en résultent.

§ 3. — La Défense

Ce n'est qu'ensuite que s'ouvre la phase de procédure relative à la défense. Elle se décompose également en trois parties.

En premier lieu, l'avocat combat les preuves fournies par l'accusation, fait ressortir leur faiblesse, souligne leur caractère illégal, et indique celles que, de son côté, il entend établir, en signalant aux jurés les points principaux sur lesquels elle doit porter.

A cet exposé préparatoire (*opening adress*) succède immédiatement l'administration de la preuve à décharge. Les témoins nécessaires à cet effet, sont, comme précédemment, interrogés par la partie qui les a cités, c'est-à-dire par le défendeur, et chacun d'eux est au fur et à mesure, soumis s'il y a lieu, à un contre-interrogatoire de la part de l'accusation. Contrairement à ce que nous avons vu pour les témoins de l'accusation, ceux de la défense peuvent être des témoins de moralité, et même dans ce cas, lorsque ce sont de proches parents, l'avocat

de l'accusation en général, respectant les sentiments qui dictent leurs dépositions, ne les soumet à aucun interrogatoire.

Ce n'est qu'après l'audition des témoins que l'avocat commence véritablement à plaider. Il faut reconnaître que dans la grande majorité des cas, les plaidoiries américaines l'emportent sur les plaidoiries françaises (qui se placent trop souvent sur le terrain si peu sûr de l'intime conviction) par la clarté, la rigueur de la logique, l'habileté à dégager les raisons de douter, surtout dans des affaires où se rencontre la preuve directe ou par présomptions.

Après que tous les éléments de la défense ont été produits, l'accusateur a le droit de répliquer sans qu'aucune réponse soit permise au défenseur. On explique cette règle, qui à première vue choque, en disant que la preuve administrée par la défense forme une nouvelle phase du débat, une nouvelle attaque en quelque sorte, et que l'adversaire attaqué, c'est-à-dire l'avocat de l'accusation doit avoir le droit de répondre, aussi ce droit ne lui appartient-il pas lorsque le défenseur ne produit aucun témoin à décharge.

§ 4. — Délibération du Jury

Une fois tous les témoignages entendus, toutes les plaidoiries terminées, le juge fait un résumé des débats et nomme le *foreman* ou président du jury. Ce résumé porte sur les preuves recueillies en même temps qu'il

fournit les explications juridiques jugées nécessaires pour faciliter aux jurés leur examen.

Généralement on rend aux juges ce témoignage qu'ils rappellent les débats avec une grande impartialité.

Après ce résumé, les jurés se retirent, en général, pour délibérer, mais il se peut que le ministère public ou l'avocat réclame le vote public du jury. Dans ce cas, le greffier demande à l'audience même son opinion à chaque juré, chacun répond « coupable » ou « pas coupable ».

Pour rendre leur verdict les jurés américains sont amenés à juger toutes les questions de droit se rapportant aux faits soumis à leur examen et dont la solution doit influencer sur la sentence.

L'un des traits caractéristiques de l'institution du jury américain, c'est qu'il n'a pas comme en France à connaître de plusieurs questions, mais seulement à répondre à celle-ci : « L'inculpé est-il ou non coupable du crime faisant l'objet de l'acte d'accusation ? »

Cette règle se combine en particulier avec celle d'après laquelle, si les faits servant de base à l'accusation, et qu'il considère comme établis par les débats lui paraissent constituer un crime moindre que celui qui est articulé dans l'acte d'accusation, le jury a le pouvoir de déclarer l'accusé coupable de ce crime moindre, en prononçant en même temps un verdict de non culpabilité à raison du crime plus grave. Il suffit pour cela que les faits sur lesquels est fondé le verdict de culpabilité soient compris dans l'accusation et que le débat ait porté sur eux. Les jurés, d'ailleurs, apprécient librement et

souverainement tout ce qui se rattache à la culpabilité, et leur verdict n'est régulier qu'à la condition d'être à l'abri de toute influence étrangère. C'est pour cette dernière raison que les jurés restent séparés du public pendant tout le temps que durent les débats. Il est même enjoint aux jurés de ne pas conférer ensemble sur l'affaire ou tout objet qui s'y réfère tant que les débats ne sont pas terminés. Et c'est également pour assurer le maintien de cette règle qu'il est interdit au juge de se rendre sous aucun prétexte, même s'il y était invité par les jurés, dans la chambre de leurs délibérations.

§ 5. — Le Verdict

Le verdict doit être formé à l'unanimité des voix des jurés, car seul, pense-t-on, un pareil verdict exclut tous les doutes. En fait, il semble qu'un conflit d'opinions soit assez rare, car si plusieurs jurés trouvent qu'il y a matière à doutes, on ne tarde pas à s'entendre soit pour un verdict de non culpabilité, soit pour un verdict de culpabilité d'un délit moindre. Si le désaccord subsiste, la pratique admet que le juge peut dissoudre le jury pour cause de *discord* et déférer l'affaire à un autre jury devant lequel tout le débat recommence. Ce nouveau jury pourra à son tour être dissous ainsi que les jurys formés postérieurement jusqu'à ce qu'on en trouve un qui soit unanimement d'accord sur la question de culpabilité.

Le verdict est prononcé, sans être motivé, en séance publique par le *foreman*, en présence du tribunal, de

l'ensemble des jurés, de l'accusé et sans aucune solennité.

L'accusé a le droit d'interpeller chaque juré pour lui demander si son opinion est bien conforme au verdict. Si l'un d'eux répond négativement, le jury est renvoyé à délibérer à nouveau.

Après le prononcé du verdict, l'avocat présente au juge ses dernières *motions*, celles tendant à faire rejeter le verdict comme contraire à la teneur des dépositions (*that the verdict is against the evidence and ought to be set aside*) et celle par laquelle il demande acte des nombreux moyens d'*error* qu'il a soulevés au cours de la procédure et qu'il libelle dans un *bill of exceptions*.

Enfin, il propose régulièrement comme une clause de style que le juge ordonne *a new trial* sous prétexte que l'accusé n'a pas eu les moyens de se défendre adéquatement (1).

§ 6. — Le Jugement. Les Voies de Recours

Le jugement est prononcé par le juge conformément au verdict du jury. Dans certains cas, il arrive que le juge de la Cour de Circuit, défère une question de droit à la Cour Suprême et ajourne, avec le consentement de l'accusé, le prononcé du jugement jusqu'à sa solution.

L'appel de la décision de la Cour est possible. Il doit être fait dans un certain délai. Il ne peut être basé que sur une question de droit et d'admission de la preuve

(1) Nerincx, op. cit., p. 332.

indiquée dans le *bill of exceptions*. La Cour d'Appel statue sur le dossier de l'affaire (les témoignages en première instance ayant été sténographiés) et après plaidoirie des avocats. Elle annule la décision ou bien la classe et renvoie l'affaire devant un tribunal de même ordre.

Contrairement à ce qui a lieu devant les tribunaux d'Etats, devant les Cours Fédérales, le District Attorney a le droit, lorsque la poursuite aboutit à un acquittement, de faire appel (qui équivaut à notre pourvoi en Cassation) pour violation des lois de la procédure.

La Cassation d'un verdict de condamnation s'accorde, nous l'avons déjà dit, pour les raisons les plus futiles, un mot oublié, ou mal orthographié par exemple. Et, comme on l'a dit, « les facilités sans limites qui accordent au condamné un droit d'appel infini en pratique (*practically unrestricted*) ont abouti dans beaucoup d'Etats aux plus sérieux abus, et, en particulier, à l'encouragement, dans une large mesure, du mépris de la loi ».

Telle est, sommairement rapportée, la façon dont sont organisés les tribunaux fédéraux et la procédure suivie devant eux.

Il nous faut maintenant examiner quelle est la compétence de ces mêmes tribunaux en matière criminelle.

2^{me} PARTIE

CHAPITRE PREMIER

RÈGLES GÉNÉRALES GOUVERNANT LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX FÉDÉRAUX

§ 1. — La Cour Suprême

Pour déterminer la compétence des tribunaux fédéraux, il faut partir de cette idée que le pouvoir judiciaire appartenant aux Cours Fédérales, doit être tel qu'il permette au gouvernement fédéral de remplir toutes ses fonctions et d'arriver aux résultats qu'il doit atteindre, conformément à la Constitution.

C'est pourquoi le paragraphe 2 de l'article 3 de la Constitution, qui traite du pouvoir judiciaire des Etats-Unis, c'est-à-dire de la compétence fédérale, décide « qu'il — ce pouvoir — s'étendra à toutes les contestations en droit et en équité (*in law and equity*) prévues par la Constitution, les lois des Etats-Unis et les traités conclus ou qui pourront être conclus par le Gouvernement, à toutes les causes concernant les Ambassadeurs

et les autres ministres publics et consuls, à toutes les causes relevant de la juridiction maritime et de l'amirauté, aux différends dans lesquels les Etats-Unis seront parties, aux différends entre deux ou plusieurs Etats et les citoyens d'un autre Etat, entre les citoyens de différents Etats, entre les citoyens d'un même Etat revendiquant des terres en vertu de concessions d'Etats différents, et entre un Etat et ses citoyens ou sujets.

« La Cour Suprême connaîtra directement (*shall have original jurisdiction*) des affaires concernant les ambassadeurs, autres ministres publics et consuls, et dans celles où un Etat sera partie.

« Dans les autres cas ci-dessus mentionnés, la Cour Suprême aura la juridiction d'appel à la fois en droit et en fait, avec telles exceptions et tels règlements que le Congrès pourra établir. »

Ainsi, la compétence de la Cour Suprême des Etats-Unis existe à la fois en premier ressort et en appel. Sa compétence en premier ressort est définie par la Constitution « dans toutes les causes, concernant les ambassadeurs, autres ministres publics, et consuls, et dans celles où un Etat est partie ».

La Cour ne peut être compétente en premier ressort dans aucun autre cas, et le Congrès ne peut ni étendre, ni diminuer ses attributions.

Cette compétence en premier ressort a été conférée à la Cour Suprême eu égard « à sa dignité et à son rang » et au rang des parties ainsi privilégiées. Les ambassadeurs, les ministres publics, les consuls, représentent des souverainetés et un Etat de l'Union est « dans cer-

tains cas souverain, dans certains autres subordonné ».

A propos de cette délégation de compétence originaire, le *Chief Justice* Marshall remarque qu'il n'y a peut-être aucune autre partie de l'article en question qui soit, autant que celle-ci réclamée par la politique nationale » et cela se conçoit.

Le droit pour les ambassadeurs, ministres publics, et consuls de venir directement devant la Cour Suprême est un privilège qui leur est accordé en considération de leur gouvernement et non pour eux-mêmes. Comme ils sont accrédités auprès du gouvernement des Etats-Unis, et non auprès des Etats, il est naturel que les Cours des Etats-Unis, et parmi elles la Cour Suprême, soient directement compétentes pour tout ce qui les concerne.

Quoi qu'il en soit, il est certain que la compétence de la Cour Suprême en premier ressort, s'exerce, en fait, très rarement, surtout depuis la création de la *Court of Claims* qui, nous l'avons vu, juge les réclamations des particuliers contre le Gouvernement Fédéral. Comme, d'autre part, les poursuites contre un diplomate sont excessivement rares, on peut dire que, pratiquement, cette compétence n'existe pas.

Il n'en est pas de même pour tous les autres cas mentionnés dans la Constitution et pour lesquels la Cour Suprême est compétente en appel.

Cette compétence en appel, si l'on s'en rapporte aux termes employés dans la Constitution, s'étendrait à l'appel en fait et en droit; cependant, il ne faut pas perdre de vue que le jury est le juge souverain du fait. Il ne peut donc, à proprement parler s'agir que d'un *writ of error*,

c'est-à-dire d'une voie de recours analogue à notre recours en Cassation pour violation de la loi concernant un litige dans lequel on a appliqué la *common law*, le droit coutumier. L'appel proprement dit est ainsi restreint aux *cases in equity* (procès en équité) et aux causes d'amirauté qui, en général, sont jugées en première instance sans intervention du jury (1).

Cette compétence en Cassation ou en Appel, selon la nature de la cause, s'exerce sur les décisions rendues par les Cours Fédérales inférieures et aussi, dans certains cas sur les arrêts émanant des Cours Suprêmes des Etats.

D'une façon générale, on peut dire que sont justiciables des Tribunaux Fédéraux tous ceux — personne privée ou corporation publique ou privée, citoyen ou Etat — qui sont soumis aux lois fédérales dans la mesure où celles-ci doivent s'appliquer, c'est-à-dire toutes les fois que la Constitution, un traité ou un acte du Congrès est en question. C'est là un principe de souveraineté en ce qui concerne le Gouvernement Fédéral.

Cependant, il est bien certain que les Etats, dans certains cas, gardent leur souveraineté; par exemple pour exercer leurs pouvoirs de police, et que chaque Etat a compétence pour punir les crimes commis sur son territoire, pour réglementer la pêche et pour punir ceux qui violent ses règlements, car d'après la Constitution, le pouvoir judiciaire des Etats-Unis s'étend seulement à toutes les causes relevant de l'Amirauté et de la juridic-

(1) Story, *The Constitution of the United States*, p. 125 et suiv.

tion maritime des Etats-Unis, c'est-à-dire aux actes commis en haute mer, sur les rivières navigables, les Grands-Lacs, et les rivières et lacs situés entièrement dans un Etat.

Sur son propre territoire, l'Etat est compétent. Le territoire sur lequel a lieu un délit peut donc être soumis à la fois à la juridiction de l'Etat et à la juridiction fédérale. Nous verrons plus loin comment, s'il y a lieu, se règle le conflit qui peut s'élever entre les deux juridictions.

§ 2 — Les Tribunaux inférieurs

Les Cours inférieures établies par le Congrès ont la compétence que le Congrès « dans sa sagesse croit bon de leur attribuer » sous cette réserve que la compétence appartenant à la Cour Suprême ne peut être accordée à une cour inférieure. « Il ne peut y avoir qu'une seule Cour Suprême. »

La compétence des Cours de Circuit en matière pénale, s'étend aux infractions prévues par le Code pénal fédéral, c'est-à-dire aux crimes et délits commis en violation d'une loi qui entre dans les attributions du Congrès. Aucune infraction punissable d'après le droit coutumier ne s'y trouvant avec ce caractère spécial, il s'en suit que ce droit pénal est entièrement statutaire.

Une singularité qu'il importe de souligner est que « les infractions aux lois fédérales sont réparties en première instance entre la Cour de Circuit et la Cour de District, celle-ci ne jugeant que les moins graves; mais

de nouveau, par une de ces anomalies fréquentes, dans les institutions judiciaires anglo-saxonnes, la Cour de Circuit, est déclarée compétente pour les juger également en premier ressort » (1).

Il est aisé de comprendre que, dans ces conditions, il est impossible d'arriver à délimiter exactement la compétence de chacun des différents tribunaux fédéraux que nous avons indiqués.

(1) Nerinx Op. Cit. P. 74.

CHAPITRE II

DE LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX D'ÉTAT EN MATIÈRE FÉDÉRALE

De même, la ligne de démarcation entre la juridiction des Cours d'Etat et celle des Cours Fédérales ne peut être nettement déterminée. Dans certains cas, le choix appartient aux parties, la Cour qui est saisie en premier lieu étant compétente en première instance. Mais dans ces cas, la compétence de chacune de ces Cours est concurrente et la loi permet d'agir aussi bien devant une Cour d'Etat que devant une Cour Fédérale.

En pratique, une Cour limite d'elle-même sa propre juridiction.

Tout ce qu'on peut dire, c'est que les rapports entre les Cours d'Etats et les Cours Fédérales se trouvent en partie déterminés par la Constitution et en partie par la loi. Les circonstances dans lesquelles une cause qui est pendante ou qui a été jugée par une cour d'Etat peut être évoquée ou venir en appel devant une cour fédérale, sont variées, mais la raison essentielle pour un tel transfert est qu'elle soit de la compétence des tribunaux fédéraux telle que cette compétence est définie par la Constitution, un traité ou une loi. Une cause qui ne ressortirait pas de cette compétence ne peut venir devant aucune Cour Fédérale.

On a soutenu que ce qui permettrait de distinguer les deux compétences, était le droit commun (*common law*); que chaque Etat suit le droit commun, et les Etats-Unis, le droit écrit seulement.

Cette différence — si elle est exacte — restreindrait les Cours Fédérales à l'exercice du pouvoir judiciaire délégué par la Constitution et indiqué expressément dans des lois faites conformément à cette constitution, alors que les Cours d'Etat rendraient la justice d'après les lois des Etats qui sont aussi bien du droit commun que du droit écrit. Mais il faut se rappeler que les Cours Fédérales siègent dans les différents Etats et appliquent la loi locale quelle qu'elle soit, tenant compte des lois des Etats, des décisions des Cours d'Etat, des usages, du droit commun tel qu'il existe dans l'Etat et, par conséquent, exerçant une juridiction tout à fait semblable à celle des Cours d'Etat.

Nous devons insister sur cette habitude des Cours Fédérales de suivre de près les décisions des Cours d'Etats, le résultat étant que les décisions des Cours d'Etat deviennent définitives devant les Cours Fédérales, comme le sont les décisions des Cours Fédérales devant les Cours d'Etat. Mais les Etats ne peuvent augmenter ni diminuer la compétence des Cours Fédérales, pas plus que le Congrès ne peut augmenter ou diminuer celle des Cours d'Etat. Et bien que l'une et l'autre juridiction puissent être compétentes dans les mêmes cas, les conflits d'autorité sont évités par le bon sens et l'accord qui règnent entre les juges des Etats et les juges fédéraux.

CHAPITRE III

DU ROLE DE LA COUR SUPRÊME DANS L'INTERPRÉTATION DES LOIS

Le pouvoir essentiel des Cours Fédérales est d'exercer la juridiction fédérale. Cela revient à dire, pratiquement, qu'une Cour Fédérale n'exerce pas et ne peut exercer les pouvoirs d'une Cour d'Etat. L'inverse est également vrai : aucune Cour d'Etat ne peut exercer les pouvoirs d'une Cour Fédérale, à moins que ces pouvoirs ne lui aient été reconnus par la Constitution, un traité, ou une loi émanant du Congrès, mais une Cour d'Etat exerçant la juridiction fédérale est, par cela même, une Cour Fédérale.

La Constitution prévoit que les juges, dans chaque Etat, pourront être liés par la « loi suprême du pays » malgré ce qu'il pourrait y avoir de contraire dans la Constitution ou les lois particulières de l'Etat. Le serment solennel que font les juges d'Etat de respecter la Constitution comme « loi suprême » leur donne compétence « pour dire quelle est la loi » et bien qu'ils puissent rarement exercer ce pouvoir, les juges d'Etat, peuvent tenir compte de n'importe quelle loi, fédérale, ou d'Etat s'harmonisant ou étant en opposition avec la Constitution, ce qui revient à dire qu'une Cour d'Etat peut déclarer une décision du Congrès inconstitution-

nelle, mais cette décision n'est pas rendue en dernier ressort : il n'y a qu'une Cour Suprême aux Etats-Unis, et c'est en définitive à elle seule que revient le soin d'une telle interprétation.

Il s'en suit qu'à la question : « Qu'est-ce qu'une loi constitutionnelle aux Etats-Unis ? » il faut répondre : « Une loi telle qu'elle a été interprétée par la Cour Suprême. »

Dans d'autre pays, et d'une façon générale, dans tous les temps, jusqu'à l'institution du système politique des Etats-Unis — (le système américain de gouvernement) — la loi suprême du pays résultait soit de la volonté du pouvoir exécutif (comme dans les monarchies absolues) soit de la volonté suprême du pouvoir législatif (comme en Grande-Bretagne). En Amérique, au contraire, aussi longtemps que la Cour Suprême des Etats-Unis gardera la confiance du peuple américain, les décisions de cette Cour resteront l'exposé autorisé des lois constitutionnelles.

Il s'en suit que la marche normale du pouvoir judiciaire en Amérique détermine le sens de la Constitution américaine, en d'autres termes, dans les décisions de la Cour Suprême, se trouve la formule des principes sur lesquels la loi américaine est basée et l'application de ces principes doit donner des solutions conformes aux décisions du pouvoir législatif et à l'organisation administrative.

Par conséquent, c'est à l'interprétation donnée par le pouvoir judiciaire qu'on doit se rapporter pour déterminer l'étendue des pouvoirs législatifs, exécutifs ou judi-

ciaires, délégués par le peuple souverain des États-Unis.

Tout ce qui est fait par l'un ou l'autre *department* du gouvernement, en conformité avec cette délégation de pouvoir est constitutionnel — et tout ce qui se trouve en conflit avec cette délégation, est inconstitutionnel. Déterminer ce qui est constitutionnel ou ce qui ne l'est pas, est le rôle élevé et au fond le seul rôle de la Cour Suprême.

Cette Cour, par conséquent, touche à la vie américaine elle-même dans ses multiples manifestations. L'examen approfondi de ses principes d'interprétation des lois, des décisions judiciaires, des arguments des avocats, de l'opinion des experts, des écrits des juristes, et même de l'histoire de la société, — cet examen seul permet de répondre à la question : « Qu'est-ce qu'une loi constitutionnelle en Amérique ? »

Ce rôle de la Cour Suprême a été fort bien mis en lumière par M. Nerinx (1). « Les pères de la Constitution — dit-il — en 1787, avaient conçu leur œuvre et dessiné son plan avec une sagacité que l'on admire en constatant après l'épreuve d'un siècle et d'une guerre civile atroce, l'inébranlable solidité de l'édifice audacieux qu'était une fédération nationale d'États souverains ! »

« Nécessairement les auteurs de la Constitution devaient se borner à poser les fondations, à dessiner les grandes lignes du monument « avec une lourde brève-

(1) Nerinx, op. cit. p. 50.

té » selon le mot de M. Bryce ; ils ne pouvaient entrer dans les détails de son ordonnance complexe, ni songer à distribuer ses innombrables appartements entre tous ceux qui étaient destinés à y vivre, de manière à faire bon ménage entre voisins. A mesure que la nation a grandi, les proportions du bâtiment se sont élargies, plus la grande affaire nationale s'est développée, plus son organisation s'est compliquée, chaque année de sa vie publique, a vu naître de nouveaux problèmes. A ce peuple sans histoire et sans traditions — au sens où nous entendons ces mots en Europe, — qui devait résoudre en quelques mois les questions politiques les plus graves et parfois les plus neuves, sans pouvoir se guider par des précédents éprouvés, la Cour Suprême a servi de « balancier constitutionnel ». Expert-arbitre de l'entreprise, la Cour n'a pas dirigé le travail des constructeurs qui tour à tour se sont remplacés à la tête de l'œuvre nationale. Mais en critiquant les uns et en approuvant les autres, suivant qu'ils s'étaient écartés dangereusement des données fondamentales ou qu'ils avaient suivi fidèlement l'esprit des fondateurs, la Cour Suprême a été le véritable guide de la vie politique de cette grande nation.

« Ce prestige incomparable, cette vénération d'un peuple passionné d'initiative et de liberté, ce n'est pas seulement à elle-même, à sa dignité personnelle ou à l'importance de son rôle que la Cour Suprême doit de les avoir conquis. Elle le doit aussi à une qualité éminente de ce même peuple, à ce sens du droit, à ce respect de la légalité si bien exprimés par les mots *law-*

abiding et *self restraint* que les Américains aiment à employer en parlant de leur tempérament national. Leur histoire politique a montré à quel haut degré ce peuple possède ces attributs aussi indispensables pour la solidité d'un gouvernement que pour la liberté de ses sujets. »

En résumé, c'est seulement des décisions de la Cour Suprême que peut dériver l'interprétation exacte des principes essentiels de la Constitution américaine.

CHAPITRE IV

**DES DIFFÉRENTS CRIMES ET DELITS
POUR LESQUELS LES TRIBUNAUX FÉDÉRAUX
SONT COMPÉTENTS**

The criminal law of the United States, qui est le nouveau code pénal fédéral, et qui a été promulgué en 1910 prévoit un certain nombre de délits pour lesquels la compétence des tribunaux fédéraux s'impose soit d'après la nature même du délit, soit suivant le lieu où il a été commis.

Retiomatic materiae, la compétence fédérale s'applique surtout aux faits qui sont de nature à porter atteinte à l'autorité et à la sécurité du gouvernement. Ce sont en premier lieu les délits contre l'existence du gouvernement, par exemple la trahison, la rébellion, l'insurrection et la provocation à ces mêmes délits. Le fait de recruter des soldats et des marins pour servir contre les Etats-Unis, ou le fait de s'engager dans une armée ennemie. C'est ensuite ce que le Code appelle les « délits contre la neutralité », c'est-à-dire le fait d'accepter une fonction ou de s'engager dans l'armée d'un Etat en guerre avec une nation en paix avec les Etats-Unis, ou le fait de faire partie d'une expédition militaire contre une nation en paix avec les Etats-Unis.

En troisième lieu, le Code prévoit les délits électoraux et les atteintes aux droits civiques des citoyens, par exemple le fait de priver une personne de ses droits civiques en prétendant appliquer les lois des Etats, les complots dans le but d'empêcher un fonctionnaire de remplir ses devoirs, le fait par un officier de terre ou de mer d'imposer un vote à un de ses subordonnés.

Ensuite viennent les délits contre tout ce qui entre dans les attributions du gouvernement. On conçoit que ces délits sont aussi nombreux que variés. C'est entre autres, la fabrication et la détention de faux actes de l'état civil, de faux actes publics, l'usurpation du titre d'officier, de détenteur de stocks publics, les détournements commis par un fonctionnaire, les dommages causés aux fortifications ou aux travaux de défense, les dégradations de monuments, la fabrication de faux certificats d'entrées, falsification ou destruction de factures, etc., l'usurpation de la qualité de fonctionnaire des contributions, la corruption de fonctionnaire, le fait de laisser entrer des marchandises en payant moins que les droits fixés — le faux en écriture de commerce, les fausses déclarations en vue d'obtenir la naturalisation, etc.

Aucun lien, on le voit ne rattache entre eux ces différents délits, sinon cette idée que c'est l'une des fonctions principales du gouvernement fédéral (comme de tout autre gouvernement) de veiller au bon fonctionnement, à la bonne marche de « la chose publique » et que de pareils faits sont de nature à y porter atteinte.

Le code pénal traite en cinquième lieu des délits commis par des fonctionnaires : l'extorsion de fonds, le fait 5

de donner des reçus pour des sommes plus élevées que celles réellement payées, de délivrer de faux certificats, le fait par un membre du Congrès de solliciter ou d'accepter des présents, la corruption de fonctionnaires dans un but politique, etc...

La section suivante a trait aux délits contre la « justice publique », c'est-à-dire le faux témoignage, la subornation de témoins, la production de fausses pièces, la destruction de registres publics, la corruption passive des juges, jurés, témoins, etc..., la complicité d'évasion, etc...

Viennent ensuite les délits se rapportant à la monnaie prise dans un sens large, c'est-à-dire monnaie fiduciaire aussi bien que monnaie métallique, et qui sont principalement la fabrication ou l'émission de fausses monnaies et de faux billets.

Dans un chapitre 8, le Code traite des délits contre le « service postal » parmi lesquels entre, par exemple, le fait de transmettre des lettres autrement que par la poste, ou, le fait de porter sans droit le costume des postiers, ou bien aussi le fait par un employé des postes de garder ou de détruire une lettre, etc...

D'autre part, les chapitres suivants se rapportent d'une part aux délits intéressant le commerce avec l'étranger, ou entre les Etats, transport de dynamite et autres matières explosives ou alcoolisées, transport d'animaux défendus, de livres obscènes; d'autre part, au commerce des esclaves et « péonage ».

En somme ces dix chapitres visent des délits très différents mais punissables quel que soit le lieu où ils ont

été commis parce que le gouvernement fédéral est toujours intéressé à leur répression.

Il n'en est pas de même en ce qui concerne les délits visés dans les cinq derniers chapitres, pour lesquels la question de savoir où ils ont été commis se pose nécessairement.

Il s'agit, en effet, seulement de délits commis dans le ressort de l'amirauté, de la juridiction maritime, et territoriale des Etats-Unis.

Les crimes et délits définis dans ce chapitre dit l'article (*section*) 272, seront punis comme il est dit :

Premièrement. — Quand ils auront été commis en haute mer ou dans toutes autres eaux soumises à la juridiction de l'amirauté ou à la juridiction maritime des Etats-Unis et en dehors de la juridiction d'un Etat particulier, ou sous la même juridiction, à bord d'un vaisseau appartenant en tout ou en partie aux Etats-Unis ou à une corporation créée conformément aux lois des Etats-Unis ou d'un Etat, territoire ou district.

Secondement. — Quand ils auront été commis sur un vaisseau enregistré, inscrit ou enrôlé d'après la loi des Etats-Unis et étant au large des Grands Lacs... ou de la rivière Saint-Laurent ;

Troisièmement. — Quand ils auront été commis sur un territoire réservé ou acquis pour l'usage exclusif des Etats-Unis et placé sous leurs exclusive juridiction, ou dans tout autre lieu acheté ou acquis autrement par les Etats-Unis avec le consentement du pouvoir législatif de l'Etat où il est situé, pour y construire un port, des ma-

gasins, un arsenal, des docks ou d'autres bâtiments utiles ;

Quatrièmement. — Quand ils auront été commis dans une île, sur un rocher ou un îlot contenant des dépôts de guano qui peuvent, à la volonté du Président, être considérés comme appartenant aux Etats-Unis.

Les délits ainsi visés sont : le meurtre, et l'assassinat, les coups et blessures avec intention de donner la mort ou de voler, la tentative de meurtre ou d'assassinat, le viol, le fait d'avoir des relations avec une femme de moins de seize ans, la séduction d'une femme à bord d'un navire, les coups et blessures, le vol, l'incendie d'une maison habitée, ou d'autres bâtiments, le larcin, le recel.

Quant aux délits commis en mer le chapitre douze leur est consacré, ce sont la révolte, la mutinerie, la piraterie, etc...

Enfin, le treizième chapitre prévoit un certain nombre de délits pour lesquels les tribunaux fédéraux sont compétents lorsqu'ils sont commis dans un territoire ou un district, ou dans toute place se trouvant dans la juridiction exclusive des Etats-Unis.

Ce sont : La publication ou la circulation de littérature obscène, l'avortement, la polygamie, et ce qui est un délit différent, la cohabitation illégale, c'est-à-dire avec plus d'une femme, l'adultère, l'inceste, la non publication du mariage, les vols dans les trains, le meurtre et autres violences illégales.

Tels sont les délits dont devront connaître les tribunaux fédéraux.

Cependant l'article 326 indique expressément que l'on ne pourra en aucun cas repousser ou empiéter sur la compétence des tribunaux des différents Etats.

Cet article figure d'ailleurs dans le chapitre 14 qui prévoit des questions d'ordre général.

Il indique, par exemple, que la peine de mort sera exécutée par la pendaison, que le fouet et le pilori sont abolis. Il reconnaît au Président un droit de grâce et aussi la possibilité pour le jury de transformer la peine de mort en emprisonnement à vie au cas de meurtre ou de viol.

Le même chapitre définit, suivant les mêmes principes qu'en droit français, l'auteur principal et le complice, il indique la différence entre les *felonies*, c'est-à-dire les faits punis de plus d'une année d'emprisonnement et les *misdeameanors*, qui sont punis de moins d'une année, il spécifie qu'au cas de meurtre ou d'assassinat le crime est commis au lieu de perpétration et non à celui où s'est produit le décès.

Enfin, l'article 340 déclare que tous les crimes et délits prévus sont de la compétence des Cours de Circuit ou des Cours de District des Etats-Unis.

Tels sont, retracés à grands traits, les faits dont peuvent connaître en matière criminelle, les tribunaux fédéraux. Ils sont, on le voit, de nature très différente, mais peuvent tous se ramener soit, nous l'avons vu, à l'idée qu'ils menacent la bonne marche du gouvernement fédéral, soit à l'idée qu'ils sont d'une telle importance que l'ordre public fédéral (analogue à ce qu'est en Europe l'ordre public international) est intéressé à leur répression.

CHAPITRE V

CONFLITS DE COMPÉTENCE ENTRE LES TRIBUNAUX FÉDÉRAUX ET LES TRIBUNAUX D'ÉTAT

Le pouvoir que le Congrès tient de la Constitution de faire les lois, de définir les crimes et de prévoir les peines, implique le pouvoir de décider que ces lois seront exclusives de celles des Etats, et si, expressément ou non, le Congrès en a décidé ainsi, un Etat ne peut également punir l'acte ainsi prévu comme un délit envers l'Etat.

Mais si le Congrès ne l'a pas décidé, la loi de l'Etat n'est pas remplacée par la loi fédérale et le même acte peut être puni comme un délit par les Etats-Unis et comme un délit par un Etat.

Ces principes ont été appliqués, entre autres délits, au détournement et au larcin, à l'escroquerie, à la corruption, aux délits électoraux, au faux, à la contrefaçon et au faux témoignage.

Lorsqu'é plusieurs cours sont ainsi compétentes, la première saisit le demeure à l'exclusion des autres, et la poursuite criminelle intentée devant une autre Cour ne doit pas être accueillie, cela afin d'éviter qu'un individu ne soit jugé deux fois, pour le même fait.

Cependant, des conflits de compétence peuvent sur-

gir. Par exemple, il se peut qu'une Cour d'Etat prétende retenir la connaissance d'une affaire ordinaire n'entrant pas dans la compétence proprement dite des tribunaux fédéraux, et cela malgré l'arrêt de la Cour Fédérale qui aurait admis le recours possible d'une des parties soit du chef de suspicion légitime contre la juridiction locale, soit pour violation par le tribunal local des « droits civiques » d'un plaideur. — Semblable conflit éclaterait encore si un juge d'Etat détenant un inculpé à tort ou à raison, refusait de le rendre aux autorités fédérales armées d'un *writ of habeas corpus* délivré par un juge fédéral.

Comment, alors, se résoudrait le conflit? On conçoit aisément qu'il se posera de la façon la plus aiguë surtout au moment où il s'agira de faire exécuter la sentence rendue. Ce sera en définitive au gouverneur de l'Etat qu'il appartiendra de donner ou non une importance de fait au conflit soit en soutenant l'opposition des tribunaux d'Etat contre la Cour Suprême, soit en refusant de prêter main forte à l'exécution de leur arrêt.

« De juridique qu'elle était, la question deviendrait purement politique et se résoudrait nécessairement par des considérations politiques, c'est-à-dire d'opportunité. »

Mais il convient de dire que c'est là aujourd'hui une hypothèse purement théorique. Il ne faudrait pas croire cependant quelle ne se fût jamais rencontrée en pratique. On en trouve des exemples jusqu'à la fin de la première moitié de dix-neuvième siècle. Depuis, on peut dire qu'avec le temps, les Américains s'assagissent peu

à peu et que, mieux pénétrés aujourd'hui des principes qui sont à la base de leur organisation tant politique que judiciaire, mieux convaincus de l'utilité de renforcer l'autorité du gouvernement fédéral, ils n'accordent plus aucun appui à des résistances locales injustifiées.

C'est là l'unique raison qui permet d'espérer que pareils conflits ne se produiront plus à l'avenir.

CONCLUSIONS

Si nous nous étions seulement proposé en écrivant ces lignes d'attirer l'attention sur une organisation judiciaire essentiellement différente de la nôtre, nous aurions sans doute atteint dès maintenant notre but.

Alors qu'en France, tout est ramené à l'uniformité, alors que le souci de l'unité a présidé à toute organisation, les Etats-Unis, au contraire, conservent avec une élégante coquetterie, une dualité dans les lois et la juridiction, qui n'est point sans nous surprendre et sans nous étonner fortement.

Si l'autonomie législative des quarante-huit républiques, qui a d'ailleurs produit une diversité chaotique du droit public et du droit privé, a pu être utile à un pays où vivent des populations échelonnées à des degrés variables de civilisation, différentes de tempérament, de mœurs, de race même et répandues sur un espace plus grand que l'Europe, il est superflu d'ajouter que rien de notre organisation, de notre mentalité, et de nos mœurs ne pourrait nous inciter à envier une telle organisation.

Et quel que soit, à notre époque le désir de faire revivre l'organisation régionaliste, tout le monde en France reconnaît qu'il est un domaine, celui de la justice, où nous devons conserver l'unité aussi bien pour

la loi que pour les cadres de notre administration judiciaire. Ainsi donc, un point est bien certain, c'est qu'on ne saurait songer à introduire en France une dualité analogue à celle qui existe aux Etats-Unis entre l'organisation de la justice fédérale et celle de la justice des Etats.

De la seule lecture de cet ouvrage, il apparaît d'ailleurs que telle qu'elle est, et en l'examinant seulement eu égard au peuple américain, l'organisation judiciaire des Etats-Unis peut donner lieu à de nombreuses critiques. Nous nous contenterons d'indiquer celles que nous croyons devoir adresser d'abord au mode de recrutement du ministère public, ensuite à la formation du jury, enfin aux lenteurs de la procédure résultant surtout de la facilité trop grande des appels.

En ce qui concerne le ministère public, on se rappelle qu'à sa tête se trouve l'*attorney general* qui théoriquement représente le gouvernement devant tous les tribunaux fédéraux (1) et que devant chaque Cour il y a les *United States Attorneys* avec leurs substituts.

Tous ces magistrats sont nommés par le Président, avec approbation du Sénat. Il s'en suit que, étant donnée la place importante qu'occupe la politique aux Etats-Unis, cette magistrature se recrute parmi ceux qui ont le mieux aidé au triomphe des sénateurs actuellement au pouvoir. Mais nous devons indiquer que si ce caractère politique a quelquefois pour résultat de ren-

(1) Pratiquement, il est très rare que l'*Attorney general* compareisse personnellement devant un Tribunal quelconque. Presque toujours il se fait représenter par un avocat.

dre le ministère public plus indulgent quand il s'agit d'un électeur influent du parti, on reconnaît qu'il ne va pas jusqu'à lui faire commettre contre un adversaire un acte contraire au droit. Cela résulte de ce que, si les Américains acceptent volontiers que ceux qui sont au pouvoir en profitent temporairement pour en tirer le plus possible, ils se refusent, au contraire, instinctivement « à la pensée d'un attentat même légal en apparence, soit contre la liberté, soit contre la propriété d'un adversaire politique ».

Ce mode de recrutement explique aussi que dans bien des affaires le ministère public est obligé de s'adresser à un avocat pour soutenir l'accusation. Ce n'est d'ailleurs là qu'une application de l'idée que le ministère public, c'est-à-dire l'Etat et l'inculpé doivent, dans le procès criminel, être sur un pied d'égalité.

Peut-être, d'ailleurs, n'est-ce point là une mesure à critiquer car l'organe du ministère public n'étant pas ainsi, si l'on peut dire, spécialisé dans l'accusation, échappe à cette sorte de déformation professionnelle qui risque de faire du ministère public bien plus l'accusateur qui voit et qui veut faire voir dans tout inculpé un coupable, que ce qu'il devrait toujours et strictement être, c'est-à-dire le défenseur de la société, intéressée moins au châtimement d'un crime qu'au triomphe de la justice.

Quant au recrutement et à la formation du jury, les développements que nous y avons consacrés en font par eux-mêmes la critique et nous dispensent de bien longs commentaires. Il est certain que l'emploi trop fréquent

du jury transforme ce service en une corvée à laquelle tout le monde cherche à se soustraire, ce qui, nous l'avons vu, a pour conséquence indirecte l'abstention électorale.

De plus l'influence politique, que l'on retrouve partout en Amérique, joue, ici encore, un certain rôle et préside à la formation du jury. Dans bien des cas, la condamnation varie suivant que l'accusé est un ami politique ou un adversaire des jurés.

Mais ce qui est encore plus critiquable dans l'organisation du jury américain, c'est la règle de l'unanimité qui, en obligeant à des recommencements illimités, finit souvent par arracher à la lassitude un acquittement inmérité.

Reste un dernier point à examiner, qui n'est pas le moins important : il s'agit de la très grande lenteur de la justice américaine due surtout à la fréquence des appels. S'il faut en croire un rapport à l'*American Bar Association* (1) « les exemples d'avortement de la justice répressive sont si nombreux et ils ont tellement choqué le sens des honnêtes gens, qu'il en résulte un manque général de confiance dans l'administration du droit pénal et un sentiment de mépris pour ceux qui ont mission de l'appliquer. Pendant ces vingt dernières années, cette indignation populaire s'est manifestée par de nombreux lynchage, leur fréquence est devenue telle qu'elle révèle l'existence d'un véritable engouement populaire à cet égard... Le remède serait, sans doute, dans l'amé-

(1) *Amer. Bar Assoc. Rep.* 1886, p. 351.

lioration du jury, le relèvement du barreau et le renforcement de la magistrature. Mais il nous semble que l'on pourrait faire beaucoup de bien immédiatement par une réforme des règles de l'appel en matière criminelle... Cette monstrueuse pratique qui consiste à réformer des sentences justes et bien fondées, rendues en conformité avec l'écrasante majorité des témoignages, pour de futiles raisons techniques, complètement étrangères au fond de la cause : voilà ce qui outrage l'opinion publique et la mène aux excès que l'on signale...

« Nous ne voyons aucune raison suffisante pour que l'emprisonnement ne commence pas immédiatement après la première condamnation, nonobstant l'appel, ou pour que le condamné à mort ne soit pas détenu en attendant la révision de son procès par une juridiction supérieure. Dans les deux cas, la présomption de culpabilité apparaît tellement forte, après le verdict du jury et la sentence du juge, que rien ne devrait retarder un commencement d'exécution de la peine, encore que la chance d'une réformation en appel doive toujours être laissée au condamnée. »

Tous les auteurs américains ou européens qui ont étudié la question s'accordent pour regretter cet état de choses qui « doit faire courber de honte la tête de tout Américain qui verrait fonctionner les tribunaux d'Europe ».

En somme, il est certain qu'aux yeux d'un Européen, l'organisation judiciaire des Etats-Unis ne semble pas devoir donner entière satisfaction.

Toutefois, elle ne produit certainement pas les résul-

tats fâcheux qu'on pourrait attendre d'une telle organisation fonctionnant dans nos pays. Cela tient aux qualités propres du peuple américain qui le fait s'adapter à une situation que d'ailleurs il considère comme provisoire en ce sens qu'elle est perfectible et que le moment venu les Américains sauront transformer comme il convient une organisation dont ils voient les défauts et qui n'est qu'une étape dans la voie du progrès économique et social.

VU :
Le Doyen,
F. LARNAUDE.

VU :
Le Président de la Thèse,
E. GARÇON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

- AMERICAN BAR ASSOCIATION REPORT, 1886.
- BOUTWELL. — The Constitution of the United States at the End of the First Century, 1895.
- CARSON. — History of the supreme Court of the United States. 2 vol. 1903.
- CORPUS JURIS XVI. — Criminal law.
The Criminal law of the United States. 1910.
- DE FRANQUEVILLE. — Le Système Judiciaire de la Grande Bretagne.
- DE TOCQUEVILLE. — La Démocratie en Amérique.
- FARRAND. — The framing of the Constitution of the United States. 1913.
- GARRAUD. — Traité d'instruction criminelle.
- GARÇON. — Code Pénal annoté.
- LE FUR. — État Fédéral et confédération d'États. 1896.
- NERINCX. — L'organisation judiciaire aux États-Unis.
- STEVENS. — Sources de la Constitution des États-Unis.
- STORY. — The Constitution of the United-States. 1903.
- WILLOUGHBY. — The American Constitutional system. 1904.
— The Supreme Court of the United-States, its History and Influence in our Constitutional system. 1890.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	I
-------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

L'ORGANISATION JUDICIAIRE ET LA PROCÉDURE FÉDÉRALES

SECTION I. — L'Organisation judiciaire fédérale	7
CHAPITRE I. — Les différents tribunaux fédéraux	7
§ 1. — <i>La Cour Suprême</i>	8
§ 2. — <i>Les Cours fédérales de circuit</i>	10
§ 3. — <i>Les Cours fédérales de district</i>	11
§ 4. — <i>Les Cours d'Appel de circuit</i>	11
CHAPITRE II. — Rôle des Tribunaux d'État dans l'organisation judiciaire fédérale	14
SECTION II. — La Procédure	17
CHAPITRE I. — Principes généraux	17
CHAPITRE II. — L'information préparatoire	20
CHAPITRE III. — L'organisation du jury améri- cain	24
CHAPITRE IV. — La procédure devant le grand jury	32
L'indictment	32

CHAPITRE V. — Les débats publics.....	35
§ 1. — <i>L'accusation</i>	36
§ 2. — <i>Les témoignages</i>	37
§ 3. — <i>La défense</i>	39
§ 4. — <i>La délibération du jury</i>	40
§ 5. — <i>Le verdict</i>	42
§ 6. — <i>Le jugement. — Les voies de recours.</i>	43

DEUXIÈME PARTIE

COMPÉTENCE FÉDÉRALE

CHAPITRE I. — Règles générales gouvernant la compétence des tribunaux fédéraux	45
§ 1. — <i>La Cour Suprême</i>	45
§ 2. — <i>Les Tribunaux inférieurs</i>	49
CHAPITRE II. — De la compétence des tribunaux d'État en matière fédérale	51
CHAPITRE III. — Du rôle de la Cour Suprême dans l'interprétation des lois	53
CHAPITRE IV. — Des différents crimes et délits pour lesquels les tribunaux fédéraux sont compétents.....	58
CHAPITRE V. — Conflits de compétence entre les tribunaux fédéraux et les tribunaux des États.....	64
CONCLUSION.....	67

Imprimerie-Reliure VERTONGEN, Paris, 50, rue St-Lazare.
